

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° 2025-10 du 24 mars 2025**  
modifiant l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié  
réglementant l'exploitation de l'unité de traitement mécano-biologique de déchets  
ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits « Le Barthas » et  
« Pique Peyre »,  
sur la commune de Salindres

**Le Préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le livre I du code de l'environnement relatif aux dispositions communes, et notamment ses articles L. 181-14, R. 122-2, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- Vu** Arrêté du 22 avril 08 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation biologique aérobie soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED
- Vu** l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié par les arrêtés complémentaires n°2013-27 du 13 mai 2013, n°2014-21 du 16 juillet 2014, n°2014-32 du 5 novembre 2014, n°2014-36 du 5 décembre 2014, n°2022-50 du 10 novembre 2022, n°2023-45 du 26 octobre 2023 et n°2024-12 du 30 septembre 2024, réglementant l'exploitation de l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits « Le Barthas » et « Pique Peyre » sur la commune de Salindres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°30-2024-10-18-00007 du 18 octobre 2024 donnant délégation de signature à M. Emile SOUMBO, sous-préfet de l'arrondissement d'Alès ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas du 22 octobre 2024 relative au projet de la société SUEZ R&V Méditerranée d'ajouter une nouvelle activité de fabrication d'un produit intermédiaire du CSR visée par la rubrique 2782 de la nomenclature des ICPE sous le

régime de l'autorisation qu'elle exploite sur son site déjà autorisé situé aux lieux-dits « Le Barthas » et « Pique Peyre » sur la commune de Salindres ;

- Vu** la décision n°DREAL-UID30-2024-008 de dispense d'étude d'impact prise le 10 décembre 2024 après examen au cas par cas de cette demande en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;
- Vu** la demande de modifications des conditions d'exploitation et d'aménagement de l'unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située sur la commune de Salindres, portée à la connaissance du préfet par la société SUEZ R&V Méditerranée le 28 novembre 2024 et le dossier joint ;
- Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, daté du 22 janvier 2025;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté par courrier recommandé en date du 15 janvier 2025 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 22 janvier 2025 ;
- Vu** l'absence d'observations formulées lors de la consultation publique réalisée du 5 au 20 mars 2025, en application de l'article L. 123-19-2 et du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement (la durée ne peut pas être inférieure à 15 jours) ;

Considérant que la société Suez R&V Méditerranée exploite une unité de traitement mécano-biologique de déchets ménagers et assimilés dénommée « NEOVAL », située aux lieux-dits « Le Barthas » et « Pique Peyre » sur la commune de Salindres autorisée par l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé ;

Considérant que la société Suez R&V Méditerranée a transmis en date du 28 novembre 2024 un dossier de porter à connaissance visant à mettre en place sur son site une nouvelle activité de Bio-séchage sur OMR (ordures ménagères résiduelles) jusqu'à 240 t/j, visée par la rubrique 2782 de la nomenclature des ICPE soumise au régime de l'autorisation, dans un bâtiment existant ;

Considérant que ce projet a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas, en application du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement au titre des rubriques 1.a et 1.b de l'annexe à l'article R. 122-2 suscité ;

Considérant que cette demande a fait l'objet de la décision de dispense d'étude d'impact prise en date du 10 décembre 2024 après examen au cas par cas ;

Considérant qu'en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, le dossier de porter à connaissance transmis en date du 28 novembre 2024 comporte les éléments d'appréciation relatifs aux modifications apportées et souhaitées et à son mode d'exploitation ;

Considérant que les modifications sollicitées ne constituent pas des modifications substantielles de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur de ces modifications ne rendent pas nécessaire la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé et décrites dans le dossier de porter à connaissance, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant néanmoins qu'au regard des modifications projetées sur les activités et les stockages du hall de tri, les besoins en eau d'extinction d'incendie du site évoluent et nécessitent l'ajout d'une capacité supplémentaire pour couvrir ces nouveaux besoins ;

Considérant qu'il est également nécessaire de compléter les moyens de protection contre l'incendie définis à l'article 6.8 de l'arrêté préfectoral n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé pour assurer une protection suffisante contre le risque d'incendie dans le hall de réception et la zone de tri suite aux modifications souhaitées ;

Considérant qu'il convient également de modifier le classement des installations pour prendre en compte la nouvelle activité permanente de bio-séchage sur ordures ménagères résiduelles d'une capacité de traitement maximale de 240 tonnes/jour sous la rubrique 2782 de la nomenclature des ICPE relevant du régime de l'autorisation, exploitée dans un bâtiment existant, et de l'augmentation du volume de stockage en transit de déchets non dangereux visé par la rubrique 2716-1 relevant du régime de l'enregistrement sous la forme d'un arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant que dans ces conditions, une consultation du public par voie électronique sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire est requise en application de l'article L. 123-19-2 et du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet d'Alès ;

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> – Bénéficiaire et portée de l'arrêté**

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations de la société Suez R&V Méditerranée, ci-après nommée l'exploitant, de n° SIRET 71262071500300, dont le siège est situé au 54, rue Antoine Becquerel 11 782 NARBONNE CEDEX, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

### **Article 2 – Consistance et classement des installations**

Les articles 1.2.1. et 1.2.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé sont modifiés et remplacés par les articles suivants :

« Article 1.2.1 Consistance des installations

L'établissement est constitué principalement d'un bâtiment fermé de 10 959 m<sup>2</sup> comprenant :

- une aire de réception et stockage,
- un hall de tri,
- un broyeur,
- 18 tunnels de séchage (pouvant également servir pour la fermentation et la maturation),
- des installations de traitement des effluents gazeux (laveurs et biofiltres),
- une zone d'isolement des bennes,
- des bureaux et locaux sociaux.

Les installations extérieures sont composées de :

- 2 ponts-bascules ;
- 2 portiques de détection de radio-activité ;
- un local technique de sprinklage et 2 réservoirs d'eau ;
- une cuve de stockage de sulfate d'ammonium (400 m<sup>3</sup>) ;
- un bassin de rétention des eaux de toiture (1 100 m<sup>3</sup>) ;
- un bassin de rétention des eaux de voirie (1 600 m<sup>3</sup>) ;
- un bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie (500 m<sup>3</sup>) ;
- des voies de circulation et parcs de stationnement ;
- des espaces verts.

Les activités exercées dans l'établissement comprennent :

- le tri des déchets séchés par des procédés mécanique, magnétique, densimétrique, optique et manuel, en vue d'une valorisation matière ou énergétique ;
- le broyage des déchets ;
- le séchage des déchets broyés ;
- le stockage de HPCI (intermédiaire du CSR) ;
- le compostage de biodéchets déjà triés (issus de la collecte sélective) par fermentation et maturation ;
- le stockage du compost.

La capacité maximale de traitement autorisée est de 50 000 t/an de déchets entrants. »

« Article 1.2.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Rubrique	Désignation des activités	Nature et capacités des installations	Régime (1)
2716-1	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes  Le volume susceptible d'être présent	Ordures ménagères brutes, broyées ou	



	<p>dans l'installation étant :</p> <p>1 – Supérieur ou égal à 1000 m<sup>3</sup></p>	séchées : 2 700 m <sup>3</sup>	E
2780-2-a	<p>Installations de compostage de déchets non dangereux :</p> <p>2 – Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site</p> <p>a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 t/j</p>	Jusqu'à 240 t/j	A
2782	<p>Installations mettant en œuvre d'autres traitements biologiques de déchets non dangereux que ceux mentionnés aux rubriques 2780 et 2781 à l'exclusion des installations réglementées au titre d'une autre législation</p>	<p>Bio-séchage sur OMR (ordures ménagères résiduelles) jusqu'à 240 t/j</p>	A
2791-1	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux :</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1 – supérieure ou égale à 10 t/j</p>	240 t/j	A
3532	<p>Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ traitement biologique</li> <li>➤ prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération</li> <li>➤ traitement du laitier et des cendres</li> <li>➤ Traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et</li> </ul>	<p>Traitement biologique</p> <p>ou</p> <p>prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération :</p>	A

	électronique et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	240 t/j	
2175-2	Dépôt d'engrais liquide et récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3000 l, lorsque la capacité totale est :  2 – Supérieure à 100 m <sup>3</sup> mais inférieure à 500 m <sup>3</sup>	1 cuve de 400 m <sup>3</sup> de sulfate d'ammonium en solution	D

(1) A : autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration

»

### Article 3 – Prévention des nuisances et des risques

Les articles 2.1.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé est modifié et remplacé par l'article suivant :

#### « Article 2.1.3. Prévention des nuisances et des risques

L'exploitant prend les dispositions nécessaires lors de la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour limiter les nuisances, notamment olfactives, et les risques de pollutions accidentelles de l'air, de l'eau ou des sols.

Il veille notamment à assurer l'aération nécessaire des matières traitées pour éviter leur dégradation anaérobie à tous les stades de leur présence sur le site. Il prend les dispositions nécessaires pour éviter la stagnation prolongée de boues en fond de bassins de rétention des eaux de ruissellement.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et autres matières en mettant en place si nécessaire des écrans de végétation autour de l'installation et des systèmes d'aspersion, de bâchage ou de brise-vent pour les équipements ou stockages situés en extérieur. En particulier, aucun camion ne peut être accepté sur le site s'il n'est pas bâché à son arrivée. L'exploitant veillera également à ce qu'aucun camion ne ressorte du site sans être bâché, même à vide.

L'entreposage des déchets et matières entrants doit se faire de manière séparée de celui des composts, des matériaux HPCI et des déchets sortants selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis doivent être stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité.

Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit. »

### Article 4 – Traitement des déchets

#### Article 4.1. Nature du traitement

L'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé est modifié et remplacé par l'article suivant :

#### « Article 2.3.1. Nature du traitement

### **Les déchets entrants sont soumis aux opérations suivantes :**

- déchargement sur l'aire de réception,
- reprise au chargeur,
- broyage,
- déferraillage par overband,
- séchage par fermentation dans les tunnels dédiés,
- criblage dans un trommel,
- tri optique.

Les biodéchets issus de la collecte séparative sont compostés au sein de tunnels dédiés. ».

### **Article 4. 2. Déroulement des procédés de compostage et de séchage**

L'article 2.3.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé est renommé « Déroulement des procédés de compostage et de séchage » et complété par les dispositions suivantes :

« Déroulement du procédé de séchage :

Aucun système de chauffage n'est utilisé lors de cette opération. C'est la fermentation des déchets fermentescibles qui permet la montée en température des tunnels.

Afin d'activer le processus de fermentation, des lixiviats sont aspergés sur les déchets. De l'air est également introduit au niveau de dalles perforées disposées au sol des tunnels.

A l'issue du séchage, les déchets sont acheminés vers la zone process en aval du séchage où ils sont criblés et triés afin de séparer les plastiques et fibreux (utilisables pour produire un pré-CSR valorisable énergétiquement) des refus. »

### **Article 4. 3. Stockage du compost et du HPCI**

L'article 2.3.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

#### **« Article 2.3.3. Stockage du compost et du HPCI**

Les aires de stockage des composts finis et du HPCI sont dimensionnées de façon à permettre le stockage de l'ensemble des composts et des HPCI fabriqués pendant une durée correspondant à la plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles, sauf si l'exploitant dispose de possibilités suffisantes de stockage sur un autre site. »

#### **Article 4. 4. Stockage des déchets combustibles**

L'article 2.3.6. est ajouté à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé selon les dispositions suivantes :

##### **« Article 2.3.6. Stockage des déchets combustibles**

Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots.

En particulier, le stockage des OMR est réalisé dans des alvéoles de stockage réparties selon 4 îlots séparés par des murs béton REI120 d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage fixé à 3 mètres sur toute la longueur de l'îlot :

- stockage amont : 1 360 m<sup>3</sup>
- stockage OM broyées 1 : 350 m<sup>3</sup>
- stockage OM broyées 2 : 350 m<sup>3</sup>
- stockage zone de tri aval : 555 m<sup>3</sup>.

La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face. »

#### **Article 5 – Plan de gestion des résidus**

L'article 2.4.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

##### **« Article 2.4.4. Autres déchets**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des autres déchets produits au sens du 2 c de l'article 2 de l'arrêté du 22 avril 2008 et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières conformément à la réglementation.

Les matières qui ne peuvent pas être valorisées sont éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur.

La destination des déchets ultimes est conforme aux dispositions du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la région Occitanie sauf justification apportée par l'exploitant.

L'installation dispose d'un emplacement dédié à l'entreposage des déchets dangereux susceptibles d'être extraits des déchets réceptionnés.

Une procédure permet d'identifier les éventuels déchets contenant des batteries au lithium résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Ces déchets sont refusés ou triés et traités.

Les zones susceptibles de contenir à la fois des déchets combustibles ou inflammables et des batteries au lithium issues d'un défaut de tri en amont de l'installation font l'objet de mesures de lutte contre l'incendie.

Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques d'accident et de pollution (combustion, réactions ou émanations dangereuses, envols, infiltrations dans le sol, odeurs...) et évacués régulièrement.



L'exploitant tient à jour un registre des lots de déchets destinés à un retour au sol produits par l'exploitation, sur lequel il reporte :

- le type de déchet ;
- l'indication de chaque lot de déchets ;
- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- les dates d'enlèvement et les destinataires de chaque lot de déchets et les masses correspondantes.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit pouvoir prouver qu'il élimine tous ses déchets et notamment ses déchets compostés en conformité avec la réglementation. Si les déchets compostés sont destinés à l'épandage sur terres agricoles, celui-ci fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions visées à la section IV" Epandage " de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

L'exploitant met en place un plan de gestion des résidus qui s'inscrit dans le cadre du SME et consiste en un ensemble de mesures visant à :

- 1) réduire au minimum la production de résidus issus du traitement des déchets ;
- 2) optimiser le réemploi, la régénération, le recyclage ou la valorisation énergétique des résidus;
- 3) garantir l'élimination appropriée des résidus. »

#### **Article 6 – Prélèvement et consommation**

Le dernier alinéa de l'article 3.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les prélèvements d'eau, notamment par utilisation des eaux pluviales, sans compromettre le bon déroulement du compostage des biodéchets et du séchage et dans le respect des dispositions de l'article 3.7. »

#### **Article 7 – Eaux de procédé**

L'article 3.6. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

##### **« Article 3.6. Eaux de procédé**

Les eaux de procédé sont recyclées en interne autant que possible. Le surplus est évacué vers une STEP externe dûment autorisée. »

#### **Article 8 – Accès – Circulation des secours - Plan**

Dans l'article 6.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé, l'expression « l'andain de fermentation ou de maturation le plus important

» est remplacée par l'expression « l'andain de séchage, de fermentation ou de maturation le plus important ».

### **Article 9 – Moyens d'extinction**

L'article 6.8. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2009-40 du 23 novembre 2009 modifié susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« Les aménagements supplémentaires suivants sont mis en place :

- mise en place d'une capacité supplémentaire en eau d'extinction répondant au besoin de 30 m3/h pendant 2h pour porter la capacité totale du site à 210 m3/h ;
- sprinklage à détection automatique sur l'ensemble du hall de réception et du hall de tri ;
- au niveau du broyeur :
  - détection de flamme au-dessus de la trémie du broyeur et en sortie de broyeur pour le pilotage d'un déluge,
  - déluge sur broyeur et convoyeur de sortie et sprinklage sur le groupe hydraulique,
  - déclencheur manuel,
  - asservissement du broyeur à la détection ;
- au niveau des deux alvéoles de stockage d'OM déferraiées:
  - détecteur de flamme et/ou caméra thermographique,
  - sprinklage. »

### **Article 10 – Délais et voies de recours (art. L. 171-11 du code de l'environnement)**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NÎMES situé 16 Avenue Feuchères, 30000 Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 11 – Information des tiers (art. R.181-45 du code de l'environnement)**

Conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Gard pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de la commune de Salindres pendant une durée minimum d'un mois : procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

## **Article 12 - Exécution**

Le sous-préfet d'Alès, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de la commune de Salindres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Salindres ainsi qu'à la société Suez R&V Méditerranée.

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet,



Emile SOUMBO